Prolétaires de tous les pays, unissons-nous

n°160
27 mars 2023
p.a.f. 0,80 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Chaos du capitalisme : la seule perspective est celle que les travailleurs en lutte ouvriront

Après l'effondrement aux USA de la Silicon Valley Bank le 10 mars dernier, la plus grosse faillite bancaire depuis 2008, les banquiers centraux se sont empressés de déclarer que « tout était sous contrôle ».

La banque centrale (Fed) a ouvert un nouveau fonds de financement d'urgence et les banques lui ont emprunté au moins 164 milliards de dollars.

En Europe, les banquiers centraux ont vite annoncé qu'il n'y avait pas de risque de contagion !

Quelques jours plus tard, le Crédit Suisse, une des trente plus grandes banques du monde était au bord de la faillite. La banque centrale de Suisse décida elle aussi d'ouvrir les robinets : en quelques heures plus de 50 milliards d'euros ont été mis à disposition du Crédit suisse, puis 200 milliards... avant que ne soit décidé son rachat par UBS, la plus grosse banque du pays.

La banque est « sauvée », les milliards des capitalistes sont sauvés, mais pas les 10 000 employés en doublon que les banques ont prévu de licencier...

Le 24 mars, les actions de la première banque allemande Deutsche Bank chutaient, ravivant la menace d'une crise financière internationale. Les dirigeants politiques ont à nouveau répété qu'ils n'avaient aucune inquiétude, pour tenter d'enrayer la panique. En réalité, ils sont bien incapables de faire la moindre prévision.

Depuis des années, les krachs financiers, les crises, se succèdent, et l'économie capitaliste s'enfonce toujours plus dans le chaos. À chaque fois, les gouvernements répondent en inondant les capitalistes de liquidités, en faisant tourner la planche à billets, creusant ainsi les déficits publics. Et les capitalistes font payer aux travailleurs le prix de leur fuite en avant !

Et plutôt deux fois qu'une. D'un côté tout cet argent emprunté gratuitement, les banques et les financiers l'utilisent pour acheter des actions en espérant les revendre plus cher, engendrant ainsi des profits faciles.

Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, les spéculateurs ont ainsi parié sur l'augmentation des prix du gaz, achetant et revendant les cargaisons au point de faire exploser les prix de l'énergie puis tous les autres prix... Ils ont ainsi aggravé la pauvreté partout sur la planète, plongeant une large proportion des ménages des classes populaires dans des situations intenables où il faut choisir entre se chauffer et manger à sa faim.

D'un autre côté, les capitalistes font pression sur leurs États pour faire payer aux travailleurs l'argent dépensé en sauvetage de banque, en subsides aux entreprises ou en armes pour la guerre en Ukraine !

Les gouvernements s'empressent alors d'imposer toutes les mesures nécessaires pour pressurer davantage les travailleurs. Tout y passe : de la crèche communale où une puéricultrice doit faire le travail de trois collègues car « il n'y a pas assez de financement » jusqu'au passage en force par Macron de l'augmentation de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans car « les retraites coûtent trop cher dans une population vieillissante ».

Mais ces mensonges prennent de moins en moins, et la situation s'aggravant de plus en plus pousse inévitablement à des révoltes.

En France, depuis le 19 janvier, il y a des manifestations massives presque toutes les semaines, accompagnées de grèves dans quelques secteurs. Si les manifestations ont été aussi massives, c'est que la coupe est pleine. Elle l'est pour les plus âgés, cassés par le travail, et à qui on promet une pension réduite ou pour celles et ceux qui n'auront jamais de pension vu qu'un

nombre important de travailleurs en France meurent avant la retraite !

Elle l'est pour tous les ménages populaires confrontés à l'explosion des prix de l'alimentation et de l'énergie et pour celles et ceux qui voient bien que tout s'aggrave, en particulier la guerre économique qui fait craindre que les guerres actuelles se généralisent en une troisième guerre mondiale. C'est un ras-le-bol général.

Malgré la répression policière, les gardes à vues et les fouilles en sous-vêtement, les mobilisations contre le recul de l'âge de la retraite continuent. Dans cette lutte qui dure depuis deux mois, le camp des travailleurs mesure ce que peut être la force du nombre. Car si certains députés de droite n'ont finalement pas voté la loi et que Macron a dû faire recours au 49.3 (en se passant du vote des députés) c'est que la pression des grèves leur a fait penser à leur prochaine élection !

La force du nombre peut peser sur le monde politique, mais c'est seulement si la grève se généralise et s'étend aux grandes entreprises privées que le rapport de force s'inversera réellement et que la loi pourra être repoussée.

Politiciens, le sommet de l'iceberg

Le PTB dénonce à juste titre les salaires des députés et ministres, de 6 000 à 11 000 euros par mois, sans parler des pots de vin et autres détournements de fonds.

Beaucoup ont suffisamment de fortune personnelle ou familiale pour ne pas dépendre de leur revenu de député ou ministre. Comme la ministre du budget, Alexia Bertrand, fille du capitaliste Luc Bertrand (17ème au rang des fortunes belges), qui est là pour défendre les intérêts de toute sa classe sociale !

Les autres sont des larbins à quelques milliers d'euros qui servent les capitalistes à encaisser des milliards d'euros !

Pour avoir des députés et ministres au service de la population, il sera nécessaire de renverser le pouvoir politique des capitalistes et les exproprier.

L'agité du paysage politique

Georges-Louis Bouchez ne cesse de s'agiter à la télé et dans les journaux, et d'aboyer contre les travailleurs, en léchant les bottes du patronat. Bref une caricature de « libéral » au service des plus riches.

Il ne cesse de répéter qu'il faut « diminuer notre dépense publique » alors que les hôpitaux, l'école, les transports, la sécurité sociale sont déjà à genoux !

Il fait une fixation sur les « *600 000 et 700 000 personnes à remettre à l'emploi* » alors que les entreprises ne cessent de licencier.

« *L'âge effectif de départ à la retraite en Belgique, c'est 63 ans pour les hommes, 62 ans pour les femmes… Il faut arrêter de se plaindre.* » ose-t-il affirmer alors que de nombreux travailleurs sont cassés par le travail bien avant 60 ans !

Et clairement il annonce le programme du patronat : en Belgique « *Le coût du travail est plus élevé…* » donc il faudrait réduire les salaires ! Sinon « *on sera en faillite dans cinq à dix ans* » prophétise-t-il.

Par contre pas un mot sur l'augmentation de la fortune et du nombre de millionnaires et milliardaires en Belgique.

Et pour cause : l'enrichissement des plus riches se fait en appauvrissant le reste de la population et particulièrement les plus pauvres !

Une crise de l'asile soigneusement entretenue

Les tentes des demandeurs d'asile le long du canal de Bruxelles, ainsi qu'un squat dans un état tout aussi indigne pour des êtres humains, ont été évacués.

Grâce à l'action d'activistes courageux qui ont occupé le futur centre de crise du gouvernement, une septantaine de demandeurs d'asile toujours à la rue, ont reçu une promesse de logement.

Mais le problème n'est nullement réglé. Au contraire : ce relogement ne s'est fait qu'en échange d'un durcissement général des conditions du droit à l'accueil qui ne manquera pas d'aggraver la situation.

Ce n'est pas l'argent qui manque. Il n'y a qu'à comparer ce refus constant de logement à la facilité avec laquelle les mêmes gouvernements trouvent des milliards quand il s'agit de sauver une banque ou d'augmenter le budget de l'armement pour les guerres qui jettent toujours plus de populations sur la route de l'exil…

Les responsables des crises à répétition ne sont pas à chercher du côté des pauvres venus d'ailleurs, mais du côté des grands capitalistes d'ici. Combien de temps, va-t-on encore les tolérer ?

Bruxelles : 170 millions en plus pour le chantier du métro

La construction d'une nouvelle ligne de métro à Bruxelles connaît des difficultés techniques. Celles-ci engendreraient un surcoût de 170 millions d'euros par rapport au budget initial.

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Ce chantier public rejoint ainsi la longue liste de ceux dont le prix explose au fur et à mesure qu'avance les travaux, qui par ailleurs tardent à être terminés… C'est déjà le cas de la gare de Mons ou du projet de RER.

L'argent public est géré en dehors de tout contrôle de la population. Cela permet à des politiciens de donner à des entreprises de juteux profits grâce aux marchés publics financés par les impôts de la population.

Legoland : à vouloir attirer les capitalistes, on se brûle les doigts

Après la fermeture du site de Caterpillar en 2016, les politiciens wallons avaient d'abord annoncé en grande pompe l'arrivée de « Thunder Power », un fabricant de voitures électriques… qui s'est ensuite dérobé avec les dizaines de millions d'euros que lui avait offerts la Région wallonne.

La leçon n'a pas suffi et le gouvernement avait alors annoncé un nouveau repreneur. Magnifique, Legoland annonçait la création de « 1 000 emplois » ! Et malgré toutes les promesses de cadeaux à 100 millions d'euros, Legoland a lui aussi abandonné le projet…

Suppression de petites gares

La direction de la SNCB envisage de fermer certaines petites gares et de supprimer des trains P.

Réduire davantage l'offre de transport public est complètement aberrant ! Sous prétexte de « mesures écologiques », les gouvernements contraignent toujours plus les travailleurs à se passer de leur voiture par de nouvelles taxes, règles et interdictions. En plus, les salaires sont si bas que pour échapper aux loyers exorbitant des villes, beaucoup de travailleurs vivent loin de leur lieu de travail et ont besoin des petites gares pour s'y rendre !

C'est tout l'inverse qu'il faudrait faire : augmenter le nombre de gares, de trains et de lignes de bus. Et surtout augmenter les salaires pour que les travailleurs puissent se déplacer pour autre chose que le travail !

Erreur d'aiguillage

A partir du 1er avril, il ne sera plus possible de payer en cash dans le train. Avec l'augmentation des prix du ticket, et la difficulté croissante d'acheter un billet à la gare où le personnel des guichets a été supprimé, les accompagnateurs dénoncent une nouvelle difficulté qui mettra certains voyageurs et eux-mêmes dans des situations insolubles et potentiellement source de conflits et de violence.

La direction a beau mettre des affiches contre la violence, elle brûle tous les signaux en conduisant la SNCB sur la même voie du profit qui mène à des situations toujours plus intenables dans les trains, les hôpitaux, les écoles et dans toute la société.

Jusqu'à ce que les cheminots, les soignants, les enseignants et les employés et ouvriers du privé remettent la société sur d'autres rails !

Boites d'intérim sangsues !

Des centaines de milliers de travailleurs doivent recourir à des entreprises d'intérims pour trouver un emploi. En plus de la précarité des contrats, près de la moitié seraient des contrats journaliers (!), les travailleurs intérimaires sont doublement exploités.

A l'exploitation sur le lieu de travail s'ajoute celle des entreprises d'intérims qui s'approprient jusqu'à 30% du salaire brut ! Les emplois à 9€ ou 10€ de l'heure ne sont pas rares !

Les boîtes d'intérim ne sont qu'une couche de parasites qui s'engraissent sur le travail de la classe ouvrière. Le reste du patronat les aide à prospérer car le travail intérimaire permet d'augmenter les profits en faisant pression sur les salaires et les conditions de travail de tous les travailleurs.

En s'unissant, les travailleurs intérimaires et ceux avec contrat auraient la force de contraindre les patrons à des embauches et des hausses de salaire massives en prenant sur les profits !

Grève à De Lijn

Les chauffeurs de De Lijn dans le Limbourg se sont mis en grève le 23 mars suite à l'agression d'un de leurs collègues après qu'il ait demandé à des passagers d'éteindre leur cigarette électronique.

La grève a été largement soutenue et suivie : le premier jour 95% des chauffeurs limbourgeois étaient en grève, et le lendemain ils étaient 60% dans le Limbourg et 40% dans le Brabant Flamand. Ils réclament légitimement des conditions de travail sûres.

Oui, les tensions augmentent partout dans la société. Avec des accompagnateurs chargés d'apaiser les conflits dans chaque transport public, beaucoup de conflits pourraient être évités. Il y a bien assez de moyens pour embaucher du personnel avec les milliards de profits des grandes entreprises, et ce serait une excellente mesure contre le chômage !

La spirale infernale de la compétitivité

Delhaize, qui annonce franchiser 128 magasins et 9 000 travailleurs, a été précédé de quelques semaines par Intermarché qui est en cours de franchiser 51 magasins Mestdagh.

C'est cela le fonctionnement du capitalisme ! Si un capitaliste exploite encore plus ses travailleurs, ses concurrents doivent l'imiter ou aller encore plus loin pour continuer à faire toujours plus de profits !

Le groupe Delhaize est clair, l'augmentation des profits va être payée directement par les travailleurs : moins de salaire, travail du dimanche, plus de délégation syndicale, perte de congés liés à l'ancienneté et des licenciements très probables.

Les profits ne manquent pas

Le syndicat CSC a montré que le secteur du commerce alimentaire bat des records de profits ! Entre 2014 et 2021, le bénéfice a augmenté de 34%. Pour 2020 et 2021, la somme des bénéfices s'est élevée à 1,2 milliards d'euros, l'équivalent de 15 000 salaires chaque année !

Et ce sont les actionnaires qui se sont grassement servis au passage : en 2021 ils se sont versés 504 millions d'euros de dividende (+59% depuis 2014); les administrateurs et gérants ont eux touchés 39 millions d'euros (+95%).

Pour les travailleurs c'est le gel de salaires et la franchisation !

Attaque Total(e) !

Delhaize, Mestdagh, et maintenant les stations-service de TotalEnergies ! Alors que le groupe pétrolier vient de battre ses records de profit (36 Milliards d'euros !), il annonce « externaliser » la gestion des stations-service en Allemagne, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Belgique. Le groupe Couche-tard reprendra l'exploitation des stations. En Belgique, ce sont 1 000 travailleurs qui sont concernés et qui perdront leurs conditions de travail actuelles après un an avec un avenir incertain…

Jeu de dupes politicien

Pour prétendre s'opposer à la franchisation, le PS a fait une proposition de loi qui prétend changer les conditions de la franchise… tout en sachant que ce projet n'a aucune chance d'aboutir.

En effet, le patronat et la droite se sont empressés de crier au « respect des conventions » et de vanter le modèle de la franchise. Chaque partie a joué sa partition : le PS s'est présenté comme défenseur des travailleurs et la droite comme défenseur du patronat.

Mais au final rien ne change pour les travailleurs tant qu'ils n'imposent pas collectivement leurs choix.

Il faut une contre-attaque du camp des travailleurs !

Les travailleurs de Mestdagh se sont mis en grève le 24 mars face à l'absence de garanties pour la franchisation et ils ont été rejoints par des travailleurs de Delhaize qui ont fait le lien entre les deux combats.

Le patronat ne veut rien lâcher et généralise ses attaques. Eh bien, c'est ensemble que le monde du travail devra se défendre !

Un coup à gauche, un coup à droite

De nombreux travailleurs des dépôts Delhaize ont rejoint la grève de ceux des magasins le mardi 21 mars, par solidarité avec les collègues et aussi pour exiger le maintien de la réduction de 10% dans les 128 magasins que Delhaize veut franchiser.

La direction de Delhaize s'est empressée d'annoncer qu'elle signerait un accord avec les magasins franchisés pour maintenir les 10% de réduction.

Outre le fait qu'ils n'ont aucune raison de croire en cette promesse, dans l'immédiat comme dans le futur, de nombreux travailleurs voient bien que le patronat sépare ses attaques pour mieux cogner.

Qu'il essaye !

Interviewé à propos de Delhaize, le premier-ministre De Croo trouve « q*u'on a tendance à diaboliser les magasins franchisés. […] J'en connais des dizaines dans la région où j'habite, avec des gens motivés qui aiment bien travailler là.* »

On ne peut pas s'empêcher de rêver de lui trouver un petit stage…

Manufast licencie

L'entreprises de travail adapté (ETA) Manufast annonce le licenciement de 100 travailleurs, invoquant la hausse des prix, la crise et la « concurrence des travailleurs des prisons » qui font que leur activité n'est plus assez rentable, vu le manque de subsides.

Les ETA sont nées en Belgique dans les années 1960 avec l'idée de permettre aux handicapés de s'intégrer dans l'économie et la société, de gagner un salaire et donc une indépendance. Contrairement aux entreprises privées, elles n'avaient pas pour objectif de faire du profit, mais d'adapter le travail à l'humain !

Pour les capitalistes, tous les travailleurs, handicapés ou pas, sont juste des numéros bons à faire tourner la machine à profits !

Avery Dennison Soignies : attaque contre les emplois

Mercredi 15 mars, la direction de l'usine Avery Dennison (ex MacTac) à Soignies a annoncé son intention de supprimer 245 emplois sur les 556 que compte l'usine. Il y a trois ans, 220 personnes avaient déjà été licenciées.

Avery Dennison est une multinationale spécialisée dans la production d'adhésif et d'emballages qui emploie 36 000 personnes dans le monde. Elle est classée dans le top 500 des plus grandes entreprises du magazine Forbes et a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 9 milliards de dollars en 2022. Elle a fait plus de 2 milliards d'euros de bénéfices sur les trois dernières années !

Elle a donc les moyens de payer les salaires !

Mais comme le déclare la direction : « *Ces ajustements sont nécessaires pour assurer notre compétitivité à long terme et nous permettre de continuer à offrir un excellent portefeuille à nos clients".* Les licenciements servent à garantir les profits des actionnaires.

Avery Dennison déclare aussi vouloir *« spécialiser davantage ses sites de fabrication européens* » et justifie ainsi les licenciements par le transfert de certaines activités réalisées à Soignies vers d'autres sites en Belgique, en France, au Luxembourg et au Royaume-Uni afin *"d'améliorer la productivité et la flexibilité de la fabrication".* Ce qui signifie une charge de travail accrue pour ceux qui restent avec des horaires et/ou des contrats au rabais pour garantir les profits !

Délocaliser la production d'un site à l'autre et licencier c'est déjà ce qu'avait fait le groupe en 2018 lorsqu'il avait fermé l'usine allemande de Schwelmer de 400 personnes et embauché 250 personnes à Soignies où la production avait été transférée.

Face à ces patrons rapaces qui délocalisent et licencient selon leur bon vouloir pour garantir et augmenter leurs profits, les 36 000 travailleurs d'Avery Dennison sont une force. Car ce sont eux qui produisent toutes les richesses du groupe !

Amazon licencieur

Amazon, le géant du commerce en ligne dont le PDG est Jeff Bezos, a annoncé le licenciement de 9 000 employés supplémentaires. En janvier, il avait déjà jeté à la rue 18 000 salariés, soit au total 27 000 travailleurs en deux mois.

Cette entreprise dont les bénéfices ont doublé, qui avait eu un développement exceptionnel durant le Covid, a augmenté le nombre de salariés de 800 000 à 1,6 million entre fin 2019 et fin 2021, en faisant le deuxième employeur du monde. Mais il y aurait aujourd'hui une « incertitude économique quant à l'avenir proche » d'après Amazon.

Et dans le secteur, 503 entreprises ont annoncé le licenciement de 139 000 salariés depuis le début de 2023, Amazon bien sûr mais aussi Google, Paypal, Yahoo, Twitter, etc.

Pour Bezos, qu'il y ait 10 000, 20 000 licenciements ou plus peut-être dans les mois qui viennent, ce n'est rien ; mais pour tous ces travailleurs c'est un drame.

D'autant plus que c'est sur leur travail et celui de tous les salariés d'Amazon, dans des conditions dénoncées partout et pour des salaires de misère, que Jeff Bezos, devenant l'homme le plus riche du monde, a construit sa fortune. Estimée à 100 milliards de dollars, que ne sert-elle pas à maintenir les emplois chez Amazon ?

Grèce : grève générale

En Grèce, les deux centrales syndicales du privé et du public ont appelé à une grève générale de 24 heures le jeudi 16 mars, qui a paralysé différents secteurs de l'économie.

Plus de 40 000 personnes sont encore descendues dans les rues, pour protester contre le délabrement des services publics qui a conduit à la catastrophe ferroviaire de Larissa et fait 57 morts, et plus généralement contre la politique du gouvernement de droite de Mitsotakis.

Les manifestants dénoncent l'état catastrophique des services publics, qu'il s'agisse de la santé ou de l'éducation. La population ne supporte plus de subir la crise économique, les bas salaires, le chômage. L'inflation écrase les travailleurs les plus modestes. Il faut souvent deux emplois pour survivre. Selon Eurostat, la hausse des prix de l'alimentation a atteint 15,6% en janvier.

Le gouvernement vient d'annoncer une hausse du salaire minimum. Mais 780 euros, c'est bien insuffisant pour payer le loyer, les transports, la nourriture. Certains travailleurs ont accumulé des dettes depuis les années de crise et ceux qui sont encore propriétaires redoutent maintenant la vente aux enchères de leur domicile et donc leur expulsion.

A bas les violences policières !

Interpellations de centaines de manifestants, insultes, agressions sexuelles d'étudiantes lors d'un contrôle d'identité à Nantes, utilisation de plus en plus systématique de gaz lacrymogènes ou de canons à eau... Une manifestante a eu le pouce arraché à Rouen par l'explosion d'une grenade, un cheminot a été éborgné à Paris. Avec ces méthodes, le gouvernement français cherche à intimider les manifestants.

Le journal Le Monde évoque que la commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe s'alarme d'un « usage excessif de la force ».

Il y a de quoi être révolté et pour bien des jeunes et des travailleurs en France d'avoir envie de poursuivre la mobilisation dans la rue et dans la grève !

Le gouvernement français envoie la police défendre l'agro-industrie

D'immenses réserves artificielles d'eau en construction sont contestées par de nombreux agriculteurs, scientifiques et écologistes. Alors que les nappes phréatiques sont en diminution, quelques industriels de l'agriculture voudraient encore pomper le sous-sol, certes pendant l'hiver, pour remplir ces réserves et les utiliser pour arroser au printemps et en été.

Au lieu de préparer la reconversion agricole en fonction du réchauffement climatique et des sécheresses futures, ce sont les profits d'une minorité d'industriels qui sont privilégiés, au détriment de l'accès à l'eau des populations des alentours.

Plusieurs tribunaux ont condamné la construction de ces méga-bassines, d'autres les ont acceptées sous la pression des lobby agro-industriels, des préfets ont accordé des autorisations, certaines sont créées illégalement...

Samedi 25 mars, des dizaines de milliers de gendarmes et de policiers ont été envoyés pour chasser ceux qui manifestaient contre la construction d'une nouvelle méga bassine, faisant de nombreux blessés.

Le capitalisme détruit la planète et matraque ceux qui la défendent. Mais la violence policière ne fait qu'accroître la révolte contre ce système.

Le gaz et l'argent du gaz

Le port de Zeebruges est le port européen qui transborde le plus de gaz naturel liquéfié (GNL) venant de Russie. Et les volumes ont même crû de 35% en 2022. En effet, le gaz passe par le Pôle Nord à bord de brise-glaces coûteux et est ensuite chargé sur de grands navires-citernes en Europe. Le gaz est ensuite en majorité réexporté vers des pays extérieurs à l'Union Européenne, surtout la Chine et le reste de l'Asie.

Les pays européens qui veulent mettre en place un embargo sur le « gaz russe » sont cependant prêts à le transborder. Qui plus est, par une compagnie – Fluxys – qui touche pour cela 50 millions par an et qui est détenue en majorité par l'Etat belge ! Cerise sur le gâteau, les pays européens rachètent ensuite à des entreprises chinoises ce même GNL russe !

Les États occidentaux sont en guerre contre la Russie, les Ukrainiens y meurent... pendant que les capitalistes accroissent leurs profits !

Et ils voudraient nous entraîner dans cette guerre ? Pas question !

L'OTAN plus isolé qu'il n'y paraît

Lors du dernier vote à l'ONU sur une résolution condamnant la Russie pour la guerre en Ukraine, 39 pays ont voté contre ou se sont abstenus. Parmi eux, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Vietnam ou encore l'Algérie. Si ces 39 pays ne représentent qu'une minorité des 193 membres de l'ONU, ils recouvrent cependant ensemble près de la moitié de la population mondiale !

Ce vote montre que la politique de l'Otan en Ukraine n'est pas acceptée partout dans le monde... loin de là. En réalité, l'Otan est plus isolé qu'il n'y paraît. Car, même si les votes à l'ONU ne représentent que la position des gouvernements et pas celle des populations, les pays qui ont voté contre la résolution ou qui se sont abstenus, connaissent bien la violence de la colonisation et des guerres imposées par les pays impérialistes, dont l'Otan est le bras armé !

Les populations de Chine, d'Inde, d'Afrique du Sud, du Vietnam ou d'Algérie se souviennent des atrocités commises contre elles par l'Angleterre, la France ou les USA ! Les travailleurs de ces pays ont déjà vécu ce que connaissent les travailleurs russes, ils savent ce qu'il en est de l'Otan !

27, 28 et 29 mai : la fête de Lutte ouvrière

La fête de Lutte ouvrière aura lieu les 27, 28 et 29 mai à Presles (Val-d'Oise).

C'est l'occasion de venir discuter fraternellement entre travailleurs.

La carte d'entrée coûte 15 euros en prévente jusqu'au 15 avril.

Nos amis peuvent se procurer cartes et bons auprès de nos camarades.

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !